

LES CHEMINS DU GÉNOCIDE : LE PROCESSUS DE DIABOLISATION ET DE DÉSHUMANISATION DES TUTSI

Extrait de :

KAYITESI Annick (2002/2003) : *Les enfants et le génocide rwandais : implication et problème de réinsertion*. Dossier de recherche de Science politique sous la direction de M. Richard Banégas, Université Paris1 Panthéon Sorbonne, 48 p.



(p. 34)

Chronologie commentée

Nous donnons ici les principales dates marquant les processus de diabolisation et de déshumanisation des Tutsi.

1931 : Introduction de la carte d'identité mentionnant l'ethnie.

1959 : “ Toussaint Rwandaise ” : 20 000 Tutsi assassinés dans un premier temps, puis la “ révolution sociale Hutu ” faisant son œuvre, on en dénombrera par la suite plusieurs dizaines de milliers les mois suivants.

28 janvier 1961 : Prise du pouvoir par Grégoire Kayibanda (Hutu du Sud issu du parti extrémiste PARMEHUTU) sous la forme apparemment démocratique d'un référendum appuyé et encadré par l'armée coloniale Belge. Pendant les premières années de la colonisation, les Belges s'étaient appuyés sur l'élite dominante tutsi dont la dynastie royale était issue. Au fur et à mesure, cette dernière commença à clairement manifester son désir d'indépendance.

Soucieuse de maintenir son pouvoir, la Belgique prit alors le contre-pied de sa position antérieure et favorisa l'émergence d'une contre élite hutu sur des bases purement racistes. Naquit alors le fameux concept de “ démocratie ethnique ” (concept encore utilisé) : les Hutu constituant 85 % de la population, il devenait intolérable qu'ils soient dominés par les 15 % de Tutsi assimilés à une aristocratie féodale confisquant toutes les terres et les richesses.

Non seulement cette vision simpliste est erronée (les études sociologiques de l'époque démontrent que les niveaux de vie moyens d'un Hutu et d'un Tutsi étaient proches), mais elle est d'une perversité lourde de conséquences. Elle induit qu'Hutu et Tutsi sont déterminés politiquement dès leur naissance et crée le mythe d'un antagonisme irréversible remontant à la nuit des temps.

Or le Rwanda pré-colonial ne s'organisait pas du tout autour de cette “ haine ethnique ancestrale ”. On appliqua à une société africaine complexe les concepts européens, simplificateurs et modernes de races et d'ethnies (aucun mot kinyarwanda ne permet de traduire l'idée d'ethnie au sens occidental). L'idéologie ethniste du génocide a donc ses racines dans la perception européenne (allemande puis belge) de la réalité sociale rwandaise.

Le roi Kigeri V est expulsé. La mention de l'ethnie devient obligatoire sur tous les documents administratifs.

1962 : Le régime Kayibanda fait état d'un document qui aurait été trouvé à l'Est du Zaïre : Le plan de la dynastie Tutsi de domination du Kivu (région zaïroise à la frontière rwandaise). Il s'agit d'un faux grossier qui jouera pour le génocide des Tutsi le rôle qu'a joué le protocole des sages de Sion pour la Shoah. Ce document a été utilisé comme une preuve par les autorités et les cercles intellectuels extrémistes pour montrer que les Tutsi cherchent à dominer et à exploiter, les Hutu et qu'ils agissent sournoisement et masqués.

1963 : Le “ petit génocide ” de Gikongoro. Plusieurs dizaines de milliers de Tutsi (sans distinction d'âge ou de sexe) sont massacrés. Fuite de 200.000 Tutsi vers l'Ouganda, le Burundi et le Zaïre. Des observateurs occidentaux parlent de génocide et le philosophe Bertrand Russel déclare qu'il s'agit “ du massacre le plus systématique et horrible depuis l'extermination des Juifs par les Nazis. Durant le règne de Kayibanda, les massacres de Tutsi seront organisés régulièrement jusqu'à atteindre le paroxysme de 1973 qui précipitera la chute du régime et où ils seront associés à l'exclusion des intellectuels et étudiants tutsi.

Juillet 1973 : Tueries généralisées. Le pays plonge dans le chaos.

Coup d'état militaire de Juvénal Habyarimana. En réalité, l'oligarchie hutu du nord renverse celle du sud. Incarcération du Président Kayibanda (il mourra en prison dans des conditions atroces un an plus tard).

L'accession au pouvoir d'Habyarimana met fin aux massacres qui auraient vraisemblablement abouti à un génocide. Toutefois, Habyarimana reprend à son compte les fondements ethnistes de la politique de Kayibanda.

D'une manière générale, on observe que les massacres de Tutsi ont lieu dès que la contestation populaire menace le régime. Or, de 1973 à 1987, le pays connaît une période de prospérité économique qui lui vaut d'être régulièrement cité en exemple parmi les pays Africains (on parle de "Suisse de l'Afrique") et la situation politique semble, à l'étranger, "normalisée". Lorsque la crise économique frappera le Rwanda, de grands mouvements de revendications feront vaciller le régime et Habyarimana, comme l'avait fait Kayibanda en son temps, désignera à la vindicte publique la minorité tutsi et appellera à la solidarité ethnique de tous les Hutu contre l'ennemi "ethnique".

1988 : Habyarimana refuse encore une fois d'accueillir les réfugiés Tutsi. Naissance à l'intérieur du pays d'une opposition démocratique forte et dynamique. Les arrestations arbitraires et les sévices notamment contre les Hutu opposants du sud prennent des proportions effrayantes et il est alors parfaitement clair que le régime commence à accentuer dangereusement son caractère.

1^{er} octobre 1990 : Première attaque du FPR depuis l'Ouganda. Les Forces Armées Rwandaises (FAR entament une série d'arrestation à l'encontre des Tutsi et de tous les opposants en général, la plupart d'entre eux mourront de torture ou passeront plusieurs mois en prison, les Tutsi deviennent alors tous des *ibytso* (complices du FPR).

Nuit du 4 au 5 octobre 1990 : Les FAR simulent une attaque du FPR sur Kigali avec le concours des militaires français, ce qui accentue le climat de méfiance à l'encontre des Tutsi. Le 5 octobre 1990 Habyarimana utilise cette mise en scène, dans un discours à la radio nationale il explique que l'ennemi a attaqué la capitale : il décrète l'état de siège, instaure un couvre-feu intégral, et appelle à la délation.

Dans la foulée, 10.000 personnes sont arrêtées à Kigali, des Tutsi et des opposants Hutu. Plusieurs centaines de Tutsi sont exécutés dans tout le pays.

Fin août 1992 : Les milices massacrent des Tutsi dans la région de Kibuye, pour protester contre les négociations qui ont abouti le 12 juillet 1992 à un accord de cessez-le-feu à Arusha, et permis l'avancement des négociations en vue d'un accord sur le partage du pouvoir.

Novembre 1992 : Habyarimana déclare aux militants MRND qu'Arusha n'est "qu'un chiffon de papier". Léon Mugesera membre du bureau politique du MRND prône la "liquidation de tous les Tutsi". Son discours mérite d'être restitué dans son intégralité tant il est clair qu'il annonce le génocide près de deux ans avant qu'il n'arrive : *"Sachez que celui à qui vous n'avez pas encore tranché la tête, c'est lui qui tranchera la vôtre. Maintenant je m'adresse à vous les Tutsi, les cafards."*

Je vous apprendis que votre pays c'est l'Ethiopie, et nous allons vous y expédier sous peu via Nyabarongo (une rivière) en voyage express. Pourquoi n'arrête-t-on pas les parents (des membres du FPR) pour les exterminer ? Pourquoi n'extermine-t-on pas tous ces gens-là ? Je vais vous dire, nous ne devons pas commettre la même erreur qu'en 1959, cette fois, il faudra même exterminer les enfants".

Décembre 1992 : Nouveaux pogroms anti-Tutsi et opposants Hutu à Kibilira et dans la région de Gisenyi.

7-21 janvier 1993 : Arrivée à Kigali d'une commission internationale pour surveiller les atteintes aux droits de l'Homme. Les massacres s'arrêtent le jour où elle arrive et reprennent le jour où elle repart (cf. Jean Carbonare au JT de France 2). Jean Carbonare (président de l'association Survie à l'époque envoyé sur place de la FIDH) décide d'aller trouver Georges Martres (ambassadeur de France à Kigali de 1975 à Mars 1993) : *"Vous ne pouvez pas ne pas savoir ce qui se passe. Nous avons ouvert des fosses communes. Nous avons trouvé des corps de personnes suppliciées"*.

8 janvier 1993 : Le colonel des FAR Théoneste Bagosora (le "cerveau" du génocide reçu plusieurs fois à Paris) quitte Arusha sur cette phrase : *"Je rentre à Kigali pour préparer l'apocalypse"*.

9 janvier 1993 : Signature du protocole d'Arusha sur l'édification d'un Etat de droit, la fin des massacres et l'ouverture des postes gouvernementaux au FPR.

21 janvier 1993 : Suite aux violentes manifestations MRND et CDR, le secrétaire général du MRND Mathieu Ndirumapfse déclare que, “ *signé ou pas* ”, son parti rejette l'accord. Les massacres reprennent. Les négociations d'Arusha sont suspendues.

20-22 février 1993 : Nouveaux massacres de Tutsi et d'opposants hutu par les milices CDR et MRND dans les préfectures de Gisenyi, Ruhengeri, Kibuye et Byumba.

Mai 1993 : Conclusion à Arusha d'un nouvel accord prévoyant la constitution d'une armée unifiée avec les troupes du FPR..

4 août 1993 : Signature du traité de paix d'Arusha qui prévoit la mise en place d'un Etat de droit sous l'égide d'un gouvernement de transition à base élargie ; le retour des réfugiés tutsi au Rwanda ; la Constitution d'une armée nationale de transition incluant FAR et APR (forces armées du FPR). Étant donnée la situation, ce traité est d'une extrême fragilité car seule la bonne volonté générale pourrait le faire appliquer.

Une loi est votée autorisant la création de radios libres. La branche extrémiste de Radio Rwanda commence à gêner le Président qui ne peut accepter, vis-à-vis de la communauté internationale, qu'un organe d'Etat diffuse ouvertement des appels aux meurtres. La RTLM est créée, au nom de “ l'indépendance de la presse ”. Plus tard, on l'appellera “ radio-machette ”. Cela marque le début des émissions appelant ouvertement aux massacres des Tutsi par la RTLM, avec à sa tête Séraphin Rwabukumba (beau-frère du président Habyarimana) et l'idéologue Ferdinand Nahimana.

29 mars 1994 : Réunion à Kigali présidée par le chef d'état-major des FAR visant à préparer et organiser (sous la responsabilité des FAR) l'élimination des Tutsi et des opposants Hutu.

3 avril 1994 : Une curieuse information est diffusée sur la RTLM : “ *Les 3, 4 et 5 avril, les esprits vont s'échauffer. Le 6, il y aura un répit, mais une petite chose pourrait se produire. Puis le 7 et le 8 et les autres jours d'avril, vous verrez quelque chose* ”. Cette déclaration fait écho aux articles d'Hassan Ngeze (rédacteur en chef de Kangura) qui prédisaient en janvier 1994, la mort d'Habyarimana pour le mois de mars. Il allait même jusqu'à dire qu'elle serait exécutée par les Hutu eux-mêmes.

4 avril 1994 : Lors d'une réception organisée par la MINUAR, Théoneste Bagosora déclare que les accords d'Arusha “ *n'offrent aucune garantie* ” et parle “ *d'exterminer tous les Tutsi* ”.

6 avril 1994 : Habyarimana promet, depuis Arusha, l'application des accords (il s'engage comme jamais auparavant) et prend l'avion pour rentrer, son avion est abattu ce soir même lors de sa descente sur Kigali.

Le génocide commence en moins d'une heure, avant même que l'information ne soit donnée à la radio, les barrages sont aussitôt installés aux grands carrefours de Kigali. Les rues de la capitale sont bientôt jonchées de cadavres. Des listes ont été distribuées aux tueurs.

De ce début d'avril à juillet 1994 le Rwanda va connaître cent jours de massacres qui feront plus d'un million de morts. Ce chiffre illustre la rapidité avec laquelle les tueries ont été menées, mais ceci n'est pas très étonnant puisque ces massacres ont été réalisés par la population elle même préparée de longue date par différents moyens selon l'âge ou la situation socio-professionnelle. Ainsi la préparation des enfants différait de celle des adultes. Vis-à-vis des enfants le travail de la propagande étatique consistait à faire naître en eux le sentiment de devoir préserver l'intégrité du pays et par conséquent à faire appel au patriotisme.